



Inclure le secteur financier dans la révision et la mise en œuvre des Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité

**Guide pour les
responsables politiques**

Clause de non-responsabilité

Les déclarations employées et les informations présentées dans cette publication n'impliquent aucune prise de position de la part des organisations partenaires concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone, ou de leurs autorités, ni concernant la délimitation de leurs frontières ou limites.

La mention d'une entreprise commerciale ou d'un produit dans ce document n'implique pas l'approbation par les organisations partenaires ou les auteurs. L'utilisation des informations de ce document à des fins publicitaires ou de publicité n'est pas autorisée. Les noms de marques et les symboles sont utilisés dans un contexte éditorial sans intention de violation des lois sur les marques ou les droits d'auteur.

Les vues exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations partenaires. Nous regrettons toute erreur ou omission qui aurait pu être involontairement commise.

Photo de couverture: unsplash.com/@marcosjuiz

Citation suggérée: UNEP FI et PNUD BIOFIN (2023). Inclure le secteur financier dans la révision et la mise en œuvre des Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB) : Guide pour les responsables politiques.

Le texte a été traduit par UNEP FI.

Partenaires

Cette note a été préparée par UNEP FI (Initiative Financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement) en partenariat avec le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) dans le cadre du projet de soutien à l'action précoce du Cadre mondial pour la biodiversité (FEM-7).



Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) est un ensemble de fonds dédiés à lutter contre la perte de biodiversité, le changement climatique, la pollution, et les pressions sur la santé des terres et des océans. Ses subventions, son financement mixte et son soutien politique aident les pays en développement à aborder leurs principales priorités environnementales et à se conformer aux conventions environnementales internationales.



Le PNUD est la principale organisation des Nations unies qui lutte pour mettre fin aux injustices liées à la pauvreté, à l'inégalité et au changement climatique. En travaillant avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les personnes et pour la planète. Aujourd'hui présent dans 41 pays, le PNUD BIOFIN travaille avec les gouvernements, la société civile, les communautés locales et indigènes et le secteur privé pour catalyser les investissements dans la nature. Le PNUD BIOFIN soutient le développement de plans de financement exhaustif pour la biodiversité, en s'appuyant sur un catalogue de plus de 150 solutions de financement, qui aideront à assurer l'avenir de la biodiversité et qui contribueront à assurer l'avenir des populations et de la planète. Les solutions qui se concentrent sur l'augmentation des ressources, l'amélioration de l'impact des financements disponibles, la réaffectation des ressources impactant négativement la biodiversité, vers des activités positives pour la nature.



L'Initiative Financière du Nations Unies pour l'Environnement rassemble un vaste réseau mondial de banques, d'assureurs et d'investisseurs qui, collectivement, catalysent l'action et façonnent l'agenda de la finance durable depuis plus de 30 ans. Elle a aidé le secteur financier à relever les défis environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) mondiaux par le biais d'initiatives volontaires telles que les Principes pour une Banque Responsable (PRB), les Principes pour une Assurance Responsable (PSI) et trois alliances net-zéro convoquées par les Nations unies.

Le Cadre international pour la biodiversité de Kunming-Montréal (CMB) appelle à une approche de l'ensemble de la société pour stopper et inverser la perte de la nature. Le système financier et le secteur privé, piliers majeurs de l'économie et de ses interactions avec la nature, y jouent un rôle central. La finance est au cœur de l'activité de tous les acteurs économiques réels, ce qui inclue également les activités qui entraînent une perte de biodiversité. Cependant elle peut, à l'inverse, constituer un levier de changement positif. Les gouvernements disposent fréquemment d'une expertise considérable dans la collaboration avec les secteurs de l'économie réelle, mais leur interaction avec le secteur financier et les mécanismes de financement privé demeure restreinte. Les Parties mettant à jour leurs Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB) en accord avec les objectifs du CMB devront tenir compte du rôle de la finance privée dans leurs contextes nationaux respectifs. Par finance privée, nous entendons des entités comme les banques, assureurs et investisseurs, y compris les propriétaires et gestionnaires d'actifs, détenus entièrement ou majoritairement par des actionnaires sans participation gouvernemental. Ces entités sont toujours soumises à la réglementation et à la surveillance du gouvernement, mais elles opèrent souvent avec des objectifs qui leurs sont propres.

Actuellement, les signataires de la Convention sur la diversité biologique (CDB) mettent à jour leurs stratégies et Plans d'Action Nationaux en Faveur de la Biodiversité (SPANB) et leurs plans de financement nationaux en faveur de la biodiversité (pour les pays relevant de BIOFIN) conformément au CMB. Dans ce contexte, le secteur financier émerge comme un acteur crucial, notamment à travers l'impulsion donnée par l'objectif D visant à aligner le financement privé avec les objectifs et les cibles des différents accords internationaux. La plupart des gouvernements mondiaux s'emploient à déterminer les modalités d'intégration de ce secteur dans les Plans d'Action et de Stratégie Nationaux pour la Biodiversité.¹ Bien que les spécificités varient selon les circonstances, le contexte initial et les secteurs clés de chaque pays, ce guide propose des approches générales et met en lumière les outils et orientations existants pour engager le secteur financier. Presque partout, le secteur financier privé jouera un rôle de plus en plus important dans le financement des initiatives environnementales, en raison de la transparence croissante des dépendances et des impacts, et de l'accroissement des contraintes budgétaires dans le secteur public. En effet, la dette publique mondiale a atteint un record historique de 92 000 milliards d'USD en 2022, posant ainsi un défi conséquent pour les pays aspirant à réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD).

1 cbd.int/nbsap/post-cop15.shtml

Les faits marquants du CMB concernant le financement privé

L'objectif D appelle à l'alignement de tous les flux financiers, y compris privés, sur les objectifs et les cibles du nouveau cadre mondial. La cible 19 expose les stratégies destinées à pallier le déficit de financement dédiées à la préservation de la nature, y compris les solutions de financement privé, tandis que la cible 15 cible directement le secteur financier soulignant l'importance de l'évaluation et de la divulgation des risques, des dépendances, des impacts et des opportunités liés à la nature. La décision 15/7 sur la mobilisation des ressources encourage les Parties à élaborer des plans de financement (y compris le financement privé et la suppression des subventions néfastes), et la décision 15/5 sur le cadre de suivi du CMB comprend une série d'indicateurs financiers, y compris D3 qui évalue le financement privé national et international pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes.

Cette note a été préparée par UNEP FI (Initiative Financière du programme des Nations Unies pour l'Environnement) en partenariat avec le PNUD BIOFIN dans le contexte du Global Biodiversity Framework Early Action Support project (projet de soutien à l'action précoce du Cadre mondial pour la biodiversité), qui fournit un soutien technique aux Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) éligibles au FEM dans leur travail d'examen et d'alignement des composantes de leurs SPANB avec les objectifs nationaux, les cadres politiques, les cadres de suivi et le financement de la biodiversité du Cadre mondial pour la biodiversité.

Dans le cadre de ce programme, UNEP FI collabore étroitement avec l'ensemble de l'équipe du PNUD pour garantir l'alignement des portefeuilles financiers, soutenir le développement d'un cadre de risque et de divulgation sur les risques et les opportunités liés à la nature, et soutenir la transition des systèmes dans le cadre de ses programmes thématiques sur l'économie bleue et les systèmes alimentaires. Ainsi, UNEP FI joue un rôle clef dans le développement, l'adaptation, la validation et le déploiement des ressources techniques pour aligner le financement du secteur privé sur les besoins et la mise en œuvre du CMB. Les membres de UNEP FI comptent plus de 500 banques, assureurs et investisseurs et le soutien de plus de 100 autres institutions. Grâce à la recherche et à la collaboration avec ses membres, UNEP FI aide à construire un système de solutions de financement, mixte et finançable, qui profitent à la nature, au climat et aux populations locales. UNEP FI collabore particulièrement avec les banques, les assureurs et les investisseurs actifs au sein du système financier mondial et présents dans tous les centres financiers mondiaux. Ceci dans plus de 80 juridictions. UNEP FI travaille de plus en plus à intégrer les actions privées volontaires dans les politiques nationales afin de soutenir les changements systémiques dans la manière dont le capital financier et les risques sont alloués. Par l'intermédiaire de ses plates-formes d'adhésion, UNEP FI est en contact direct avec le secteur financier privé, mais ne travaille généralement pas directement avec les gouvernements. Il a établi un partenariat avec le programme BIOFIN du PNUD, qui dispose de partenariats nationaux, d'une expérience et d'une capacité à soutenir les parties à la CDB sur le financement de la biodiversité, afin de mettre davantage l'accent sur les finances privées et d'établir des liens avec elles.

Le PNUD BIOFIN a développé une méthodologie pour soutenir les Etats dans la conception et la mise en œuvre de plans de financement pour la biodiversité. BIOFIN aide les experts nationaux à s'appuyer sur des données qualitatives et quantitatives, des méthodologies innovantes et des contributions de divers secteurs pour créer un programme d'action visant à combler le déficit de financement en matière de biodiversité. Le manuel BIOFIN est né des expériences et des leçons tirées de la mise en œuvre de BIOFIN dans 41 pays, où l'engagement avec le secteur financier a été promu comme une "solution phare". BIOFIN propose une approche innovante, progressive et adaptable ainsi qu'un soutien technique qui permet aux Etats;

- D'évaluer le contexte politique, institutionnel et économique du financement de la biodiversité et cartographier les solutions de financement existantes ainsi que les subventions potentiellement néfastes à la nature;
- De mesurer et analyser les dépenses en faveur de la biodiversité des secteurs public et privé, des donateurs et des organisations non gouvernementales (ONG);
- De produire une estimation fiable du financement nécessaire pour atteindre les objectifs nationaux en matière de biodiversité, et comparer cette estimation aux dépenses liées à la biodiversité et aux autres ressources disponibles ;
- D'élaborer un plan de financement de la biodiversité qui identifie et mobilise les ressources et les politiques nécessaires à la mise en œuvre des solutions de financement les plus appropriées;
- De mettre en œuvre la combinaison adéquate de solutions de financement mises en lumière dans le plan de financement de la biodiversité.

Tous les résultats ci-dessus sont des éléments clés de la composante 4 ("Financement de la biodiversité") du Global Biodiversity Framework Early Action Support project (projet de soutien à l'action précoce du Cadre mondial pour la biodiversité)

Contents

Qui sont les acteurs du secteur financier privé et que font-ils ? Sont-ils vraiment liés à la nature ?	8
Comment le secteur financier privé peut-il soutenir la mise en œuvre du CMB ?..	10
Engager la finance privée dans la révision et la mise en œuvre des Stratégie et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB), y compris pour les plans nationaux de financement de la biodiversité.	14
Qu'est-ce que l'alignement du portefeuille ?	17
Comment pouvons-nous modifier les flux financiers néfastes ?	18
Comment les décideurs politiques peuvent-ils libérer davantage de financements privés au niveau national ?.....	20
Quelles sont les options disponibles pour réglementer le secteur financier vis-à-vis de la biodiversité ?	22
Quelle est la prochaine étape pour la collaboration public-privé sur le financement de la biodiversité ?	24

Qui sont les acteurs du secteur financier privé et que font-ils ? Sont-ils vraiment liés à la nature ?

Le secteur financier privé désigne les entreprises qui proposent des services financiers soutenant l'économie au sens large. Il englobe plusieurs sous-industries qui fournissent des prêts, des investissements et des produits d'assurance permettant à la plupart des entreprises de fonctionner et de garantir la quasi-totalité des activités économiques. De manière générale, la santé du secteur financier privé reflète l'état de l'économie au sens large et a un impact significatif sur celle-ci par le biais des taux d'intérêt, des prêts et des prêts hypothécaires, du financement par l'emprunt et des fonds de capital. Le secteur financier est donc étroitement réglementé car il revêt une importance systémique pour la stabilité et la santé des économies.

Les propriétaires d'actifs sont les institutions ou les personnes-régimes de retraite, compagnies d'assurance, institutions officielles, banques, fondations, fonds de dotation, Family Offices et investisseurs individuels-qui possèdent des actifs réels. Le terme "gestionnaire d'actifs" désigne quant à lui l'ensemble des professionnels de la finance qui gèrent de l'argent, des titres et d'autres formes d'actifs pour le compte d'un propriétaire, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise. Leur objectif est d'accroître la valeur des actifs qu'ils gèrent. Il s'agit notamment des gestionnaires de fonds communs de placement, des conseillers en investissement, des gestionnaires d'investissements alternatifs, des conseillers financiers, des gestionnaires de patrimoine et des agents de change. La taille des industries d'investissement sera adaptée à la disponibilité des actifs dans un pays donné. L'Alliance financière de Glasgow pour net zéro (Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ)) compte 550 membres répartis dans sept sous-secteurs financiers, qui représentent plus de 80 000 milliards de dollars d'actifs financiers sous gestion, 70 000 milliards de dollars d'actifs financiers bancaires et 700 milliards de dollars de primes brutes émises.

Dans la plupart des pays du Sud, les banques jouent un rôle plus important dans les économies nationales que les autres types d'institutions financières, et sont particulièrement importantes pour les prêts aux petites et moyennes entreprises, piliers essentiels de plupart des économies émergentes. Dans les marchés émergents, on note également la prééminence des plateformes d'argent mobile (bancaires et non bancaires), qui stimulent considérablement l'inclusion financière et dont les montants annuels de transactions avoisinant les 1 000 milliards

de dollars par an.² La grande majorité des transactions financières s'effectue avec a minima une couverture d'assurance, et le rôle important des assureurs est de plus en plus reconnu au regard de leur influence potentielle sur le climat et la nature.³

Les Institutions Financières de Développement (IFD) nationales et internationales sont des banques de développement spécialisées ou des filiales créées pour soutenir le développement du secteur privé dans les marchés émergents. Elles sont généralement détenues majoritairement par des gouvernements nationaux et tirent leurs capitaux de fonds de développement nationaux ou internationaux ou bénéficient de garanties gouvernementales. Les agences de crédit à l'exportation (ACE) ou les agences d'assurance des investissements sont des institutions privées ou quasi-gouvernementales qui servent d'intermédiaires entre les gouvernements nationaux et les exportateurs pour proposer des solutions d'assurance à l'exportation et des garanties de financement. Le financement peut prendre la forme d'un soutien financier ou d'une assurance-crédit et de garanties, ou les deux, en fonction du mandat que l'ACE a reçu de son gouvernement. Ces entités s'apparentent à des banques et certaines ACE sont parrainés par l'État, d'autres sont privés et d'autres encore sont une combinaison des deux.

Le secteur financier dépend de la nature, en grande partie par le biais des portefeuilles d'entreprises auxquelles il prête et investit dans des secteurs de « l'économie réelle » tels que l'agriculture, l'immobilier, les infrastructures et l'énergie. D'une manière générale, l'activité économique dépend d'une biodiversité florissante et d'un environnement intact grâce à la fourniture de services écosystémiques. L'épuisement de ces services pose des risques majeurs. Les banques centrales s'engagent également dans la publication d'informations sur les risques liés à la nature. Une évaluation récente de la Banque de France montre, par exemple, que 42 % des titres détenus par les institutions financières françaises dépendent fortement ou très fortement de la nature.⁴ Récemment, la Banque mondiale⁵ a également mesuré l'exposition potentielle des systèmes bancaires de 20 marchés émergents aux pertes liées à la nature par le biais de leur portefeuille de prêts. Les résultats montrent que les banques des marchés émergents allouent en moyenne 50 % de leur portefeuille de crédit à des entreprises dont les processus commerciaux dépendent fortement ou très fortement d'un ou de plusieurs services écosystémiques. Les résultats suggèrent que les systèmes financiers des pays à faible revenu sont plus dépendants de la nature que ceux des pays à revenu plus élevé, ce qui suggère que les décideurs politiques des pays du Sud devraient se préoccuper davantage des liens entre leurs secteurs financiers et leurs économies, et l'infléchissement de la courbe de perte de biodiversité.

2 Aijaz et al. (2023). Mobile money as a driver of digital financial inclusion. Disponible en anglais à l'adresse suivante: [sciencedirect.com/science/article/pii/S0040162522006795](https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0040162522006795)

3 WWF Suisse et Deloitte (2023). Underwriting our planet. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [wwf.ch/sites/default/files/doc-2023-09/WWF_Deloitte_Insurance_Biodiversity_Climate_2023.pdf](https://www.wwf.ch/sites/default/files/doc-2023-09/WWF_Deloitte_Insurance_Biodiversity_Climate_2023.pdf). Voir également SIF (2021). Nature-related risks in the global insurance sector. Disponible en anglais à l'adresse suivante : sustainableinsuranceforum.org/publication/sif-scoping-study-nature-related-risks-in-the-global-insurance-sector/

4 Romain et al pour la Banque de France (2023). A “Silent Spring” for the Financial System? Exploring Biodiversity-Related Financial Risks in France Disponible en anglais à l'adresse suivante : publications.banque-france.fr/un-printemps-silencieux-pour-le-systeme-financier-vers-une-estimation-des-risques-financiers-lies-la

5 Calice et al. (2023). Biodiversity and Finance: A Preliminary Assessment of Physical Risks for the Banking Sector in Emerging Markets. Banking Sector in Emerging Markets. Disponible en anglais à l'adresse suivante : documents1.worldbank.org/curated/en/099526305022388443/pdf/IDU0e52335a30e0f804949088f30d8c4eee5cee8.pdf

Comment le secteur financier privé peut-il soutenir la mise en œuvre du CMB ?

Les institutions financières du secteur privé gèrent des milliers de milliards de dollars de capital pouvant être investis, tant sur leurs marchés nationaux qu'à l'international. La façon dont elles choisissent de déployer ces ressources aura un impact important sur notre capacité à atteindre les objectifs et les cibles du CMB. L'objectif 19 du CMB appelle explicitement à tirer parti des financements privés promouvant les financements mixtes, en mettant en œuvre des stratégies pour lever des ressources nouvelles et supplémentaires. La cible 15 appelle les entreprises à contrôler, évaluer et divulguer régulièrement et de manière transparente leurs risques, leurs dépendances et leurs impacts sur la biodiversité. Depuis la COP 15 de Montréal, UNEP FI et le PNUD BIOFIN ont collaboré avec leurs partenaires et leurs réseaux de membres afin d'identifier la façon dont les différents groupes d'acteurs de la finance privée peuvent soutenir la mise en œuvre du CMB.

Le 13 juillet 2023, UNEP FI, en partenariat avec le PNUD et d'autres organisations impliquées dans la [Journée de la finance et de la biodiversité à la COP15](#),⁶ a publié une "[Feuille de route de haut niveau pour aligner les flux financiers avec le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal](#)" à l'intention des décideurs financiers et des investisseurs pour soutenir l'alignement de leurs politiques et stratégies d'investissement sur la mission 2030 du CMD d'inverser la perte de la nature, et la vision 2050 de "*vivre en harmonie avec la nature*". Cette feuille de route de haut niveau est destinée à être consultée par tous les acteurs du système financier, des décideurs et régulateurs financiers aux entités de supervision, en passant par les banques publiques de développement, les institutions financières commerciales et les investisseurs privés, soulignant l'importance de l'action à tous les niveaux de la société et les liens importants entre les SPANB et les Plans Nationaux de Financement de la Biodiversité (PFNB), l'action réglementaire, les investissements publics et les incitations et capacités du secteur financier privé.

6 Détails disponibles en anglais à l'adresse suivante : cbd.int/article/cop15-finance-and-biodiversity-day

Tableau 1 : Quatre publications récentes fournissent un aperçu détaillé sur les attentes envers les acteurs suivants :

Banques



[Banking on Nature](#) fournit aux banques un premier aperçu de la manière dont le CMB s'applique à leur secteur, à travers les axes du risque, des opportunités, des dépendances et des impacts. Il vise à soutenir le secteur dans sa gestion des risques associés à la nature, en saisissant les opportunités pertinentes et dans son anticipation des développements politiques qui entraîneront de nouvelles exigences en matière de conformité et de divulgation. Rédigé par l'UNEP FI et l'équipe des Principes pour une Banque Responsable (PRB), il présente les principales implications des objectifs et des cibles du CMB pour les banques et fournit des

exemples pratiques d'actions immédiates pouvant être mises en œuvre par les différents départements d'une banque.

Il est complété par un document sur la [définition d'objectifs](#) destinés aux banques concernant la nature, développé en 2023 par un groupe de banques, d'experts et de partenaires.

Assurance et réassurance



En tant qu'assureur, gestionnaire de risques et investisseur, le secteur de l'assurance joue un rôle clef dans la promotion de la durabilité économique, sociale et environnementale, ou développement durable. À ce titre, le document [Nature-Positive Insurance : Evolving Thinking and Practices](#) met en lumière le rôle que les assureurs peuvent jouer pour soutenir les objectifs du Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal et soutenir la transition vers une économie mondiale positive vis-à-vis de la nature. Ce document des Principes pour une Assurance Responsable (PSI) et de l'équipe nature de UNEP FI auquel ont participé plus

de 20 assureurs, explique comment les assureurs et les réassureurs reconnaissent de plus en plus la nécessité de prendre en compte les risques liés à la nature dans leurs cadres d'évaluation et de gestion des risques. Ces risques englobent les risques physiques, les risques de transition et les risques systémiques résultant de la compromission des systèmes naturels, d'un alignement déficient sur les nouvelles réglementations et de l'effondrement de systèmes entiers. Le cadrage est un élément essentiel de l'élaboration d'une approche permettant au secteur de l'assurance de comprendre et d'intégrer la nature dans les cadres de gestion des risques liés au développement durable.

Investisseurs–propriétaires et gestionnaires d'actifs



[Stepping up on biodiversity](#) fournit des orientations et des conseils spécifiquement destinés aux investisseurs désireux d'aligner leurs activités sur les objectifs du CMB. Il aide les investisseurs à gérer les risques liés à la crise de la biodiversité et à se préparer aux évolutions politiques prévues. Outre l'investissement dans des solutions financières innovantes, le document recommande d'intégrer la biodiversité dans la prise de décision en matière d'investissement et d'évaluer et de divulguer les dépendances, les impacts, les risques et les opportunités liés à la nature, conformément aux objectifs du CMB. Les investisseurs qui alignent leurs activités sur les objectifs du CMB seront en mesure de mieux gérer les risques physiques et de transition liés à la nature et de saisir les opportunités à l'évolution vers des économies positives pour la nature.

Tous les acteurs financiers, y compris les IFD et les ACE



[La feuille de route de haut niveau sur l'alignement des flux financiers sur le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal](#) propose des recommandations pour tous les acteurs du secteur financier–ministères des finances, entités de supervision financière, banques publiques de développement, institutions financières privées, investisseurs–sur l'intégration du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal dans leurs politiques et leurs processus de prise de décision. Il s'appuie sur le contenu du CMB ainsi que sur le niveau croissant d'ambition et d'engagements exprimés par les acteurs financiers, comme il l'a été constaté lors de la Journée de la finance et de la biodiversité de la COP15, afin de proposer des mesures clés que chaque acteur du secteur financier peut prendre pour soutenir la mise en œuvre du CMB et contribuer à la réalisation de sa mission 2030 d'inverser la perte de la nature, et de sa vision 2050 d'une vie en harmonie avec la nature.

Chacun des documents susmentionnés peut être utilisé pour définir les attentes du secteur financier national dans le cadre de la révision et de la mise en œuvre des SPANB. Il existe également un certain nombre d'exemples inspirants issus du portefeuille BIOFIN.



Moving Mountains—BIOFIN countries unlocking private capital for nature

La publication de 2020 de BIOFIN vise à renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé afin de débloquer des capitaux privés pour la biodiversité et les écosystèmes.

Elle détaille l'engagement du secteur financier privé pour le développement de solutions financières dans un certain nombre de pays BIOFIN, produisant des résultats tels que la réorientation de subventions néfastes et l'acheminement de bénéfices vers les intendants de la nature.

Disponible [ici](#).

Les études de cas comprennent :

- Au Sri Lanka, un partenariat avec la banque centrale pour rendre le secteur bancaire plus vert et augmenter la taille et le nombre de prêts et d'investissements dans les PME respectueuses de la biodiversité.
- Aux Philippines, une application fintech qui récompense les comportements des consommateurs favorables à la biodiversité, liée à la banque mobile.
- Au Guatemala, le secteur privé a soutenu la mise en place d'un fonds destiné à recueillir les revenus de la pêche sportive pour la conservation marine.

Les pays membres de BIOFIN partagent régulièrement leurs efforts avec le secteur financier et les résultats obtenus en matière de biodiversité avec leurs pairs. Par exemple, Cuba a réalisé des gains en réglementant son secteur bancaire,⁷ et la Zambie a adopté de nouveaux avantages fiscaux pour les obligations vertes, afin d'encourager les investissements dans des projets ayant des effets bénéfiques sur l'environnement.⁸

7 Présenté sous forme de poster lors de la 5ème conférence mondiale BIOFIN disponible en anglais à l'adresse suivante : biofin.org/news-and-media/greening-banking-system

8 biofin.org/news-and-media/zambia-ministry-finance-adopts-new-fiscal-benefits-green-bonds

Engager la finance privée dans la révision et la mise en œuvre des Stratégies et des Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB), y compris pour les plans nationaux de financement de la biodiversité.

Tous les pays du monde ont au moins un secteur financier privé, en particulier des banques et des assureurs, et généralement au moins une Institution Financière de Développement (IFD) nationale. Le ministère des finances et la banque centrale peuvent suggérer des parties prenantes clés à inviter à participer au processus de révision de la SPANB. Ces parties prenantes ne sont pas toujours au courant de l'appel à contribution lancé par le CMB. Il peut être utile de partager des ressources telles que les publications ci-dessus avec les institutions financières individuelles, en particulier les principales de ces dernières, ainsi qu'avec les associations industrielles. Si les institutions financières ayant leur siège ou opérant dans votre pays ont signé des engagements tels que les Principes pour une Banque Responsable (PRB), les Principes pour une Assurance Responsable (PSI), les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) ou des engagements à aligner leurs portefeuilles sur le zéro net conformément à l'Accord de Paris sur le climat, ce sont là d'excellents points d'entrée pour les impliquer dans la révision de la SPANB.

Bien qu'un nombre croissant d'institutions financières privées aient évalué les risques, les impacts, les dépendances et les opportunités liées à la nature, le secteur financier manque encore bien souvent d'une compréhension de base de ses liens avec la nature. L'axe du risque et du rendement restent les termes clés sur lesquels engager les acteurs financiers dans les pays. Le secteur financier pourrait percevoir de plus en plus la nature comme une question réglementaire émergente, en particulier lorsque des exigences liées au climat ont été introduites pour la finance, et souhaite s'engager pour comprendre et/ou travailler ensemble pour façonner les attentes à cet égard. Dans un certain nombre de pays, BIOFIN mène des études sur les risques liés à la nature qui fourniront une base de référence à cet effet.

Le plan national de financement de la biodiversité est un élément majeur de la révision de la SPANB. Les institutions financières peuvent avoir des suggestions concrètes sur la façon dont elles-mêmes, ou leurs industries, peuvent contribuer à modifier les flux néfastes ou à créer de nouveaux flux positifs. Même si la finance privée n'est pas pleinement engagée dans l'élaboration du plan national de financement de la biodiversité, il peut y avoir une grande variété de points d'entrée pour leurs contributions—soit sur une base volontaire, soit par le

biais de nouvelles réglementations ou politiques liées au secteur financier. S'il n'est pas toujours possible de faire participer le secteur financier privé à la révision de la SPANB, il est essentiel que ces représentants contribuent à l'élaboration du plan national de financement de la biodiversité. Cela permettra de s'assurer que le plan est réaliste et réalisable, et qu'il utilise au mieux les forces relatives des différentes parties prenantes dans le pays. Des suggestions sur la façon dont les différentes parties du secteur financier peuvent contribuer à la réalisation des différents objectifs du CMB sont présentées dans la section "Plan de financement de la biodiversité". Les orientations sectorielles énumérées ci-dessus présentent des suggestions sur la manière dont les différentes parties du secteur financier peuvent contribuer aux objectifs et aux cibles individuels du CMB. Les pays devraient échanger des idées et des opportunités supplémentaires.

Les investisseurs privés peuvent être à la recherche d'indicateurs clés de performance (KPI) significatifs pour les produits financiers respectueux de la nature. Il serait idéal que ces KPI correspondent à des objectifs nationaux déterminés dans le cadre de la SPANB. Une autre façon concrète d'impliquer le financement privé dans la mise en œuvre de la SPANB est d'utiliser des mécanismes basés sur le marché tels que les crédits de biodiversité (Biodiversity credits). Conformément à la formulation convenue dans l'objectif 19, les pays peuvent étudier la mise en place de marchés volontaires de crédits en suivant les meilleures pratiques internationales. Il est recommandé aux pays de consulter les définitions, les principes d'intégrité, les cadres d'évaluation et les autres orientations de la Biodiversity Credit Alliance (voir Encadré 1).

Encadré 1 : La Biodiversity Credit Alliance (BCA)

L'Alliance pour les crédits de biodiversité (BCA)⁹ a pour mission de fournir des orientations pour la formulation d'un marché de crédits de biodiversité, crédible et évolutif, et qui résiste à l'examen minutieux de multiples acteurs du marché. Parmi eux se trouvent en particulier les peuples autochtones et les communautés locales qui vivent en première ligne la crise liée à la perte de biodiversité et qui sont représentés au sein du Panel consultatif communautaire (CAP) de la BCA. Ensemble, la BCA s'efforce de garantir que des fondations et principes solides existent et peuvent être appliqués par tous les nouveaux entrants sur le marché. La vision de la BCA est celle d'un marché mondial des crédits de biodiversité transparent, digne de confiance et efficace, fondé sur des principes justes et équitables, et soutenu par l'innovation.

9 Organisé par le PNUD, le UNEP FI et l'ASDI. biodiversitycreditalliance.org

La BCA œuvre à faciliter la transition vers une économie positive pour la nature grâce à un marché volontaire de crédits de biodiversité (VBC) intégré, efficace et développé. La BCA considère que les crédits de biodiversité sont un complément efficace, mais pas un substitut aux efforts de transformation de la chaîne d'approvisionnement du secteur privé. Elle voit les crédits de biodiversité comme un mécanisme efficace pour faire avancer la participation du secteur privé dans la remédiation des écosystèmes et les approches paysagères transformatrices, conformément aux principes basés sur la science. La BCA est une alliance internationale volontaire qui réunit diverses parties prenantes pour soutenir la réalisation du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, en particulier les cibles 19(c) et (d), qui « encouragent le secteur privé à investir dans la biodiversité », utilisant, entre autres, « des crédits de biodiversité... avec des garanties sociales ».

La mission de la BCA est double :

Orienter le développement d'un marché volontaire de crédits de biodiversité en établissant un cadre de principes de haut niveau basés sur la science.

Fournir des orientations et encourager les meilleures pratiques parmi les participants au marché sur l'application de ces principes, leur permettant de réaliser et de maintenir des transactions équitables et de haute qualité qui répondent à des critères d'intégrité stricts.

La BCA a été lancée lors de la Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 15 de la CBD) en décembre 2022, à Montréal. Initialement, la BCA a débuté comme un groupe de travail informel composé de praticiens de la conservation sur le terrain, de chercheurs, d'universitaires et d'organismes de normalisation. Elle s'est développée et inclut désormais des représentants des peuples autochtones et des communautés locales, formant le Panel consultatif des communautés de la BCA (CAP), ainsi que des représentants du secteur privé, avec comme partenaire clef le World Business Council for Sustainable Development.

Le secrétariat de la BCA est soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP FI) et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

De plus amples informations et des documents sont disponibles en anglais à l'adresse suivante : biodiversitycreditalliance.org.

Qu'est-ce que l'alignement du portefeuille ?

Le concept d'alignement de portefeuille fait référence au degré d'alignement entre les activités de financement d'un institutions financières, à travers tous les types de produits et de transactions, avec un objectif d'impact. Ce concept est devenu de plus en plus populaire grâce à l'appel lancé dans l'Article 2.1c de l'Accord de Paris, qui a conduit plus de 550 institutions financières ayant leur siège dans plus de 50 pays à s'engager à aligner leurs portefeuilles sur un objectif de 1,5°C.¹⁰ Les outils d'alignement de portefeuille sont utilisés pour générer des indicateurs afin de déterminer le niveau global d'alignement d'un portefeuille, en évaluant la performance de ses participations individuelles. Pour la nature, il s'agit notamment de l'outil ENCORE et de son module sur la biodiversité.¹¹ L'approche de l'alignement des portefeuilles est également en cours d'élaboration dans le cadre du traité mondial sur les plastiques.¹²

Afin d'aligner la finance sur les objectifs et les cibles du CMB, des objectifs scientifiques pour la nature liés aux limites planétaires sont en cours de développement par le Science Based Targets Network (SBTN). Dans sa première version,¹³ le SBTN permet aux entreprises d'évaluer leur impact sur l'environnement et de fixer des objectifs, en commençant par l'eau douce et la terre, ce qui leur permet à la fois de réduire leur impact négatif et d'accroître leur impact positif sur la nature et les populations. Plus précisément, les premiers objectifs relatifs à la nature aideront les entreprises à améliorer leur impact sur la qualité de l'eau douce (en ce qui concerne l'azote et le phosphore) et sur la quantité d'eau douce, ainsi qu'à protéger et à restaurer les écosystèmes terrestres. Les acteurs financiers pourront ainsi s'appuyer sur ces objectifs pour fixer des objectifs liés à la nature pour l'ensemble de leur portefeuille.

De nouvelles orientations sont attendues prochainement pour l'alignement des portefeuilles bancaires par l'intermédiaire du groupe de travail sur la nature du Principles for Responsible Banking (PRB), et de la Finance for Biodiversity Foundation pour les gestionnaires d'actifs.

10 GFANZ. gfanzero.com/about/

11 Voir NCFA. Mai 2021. Disponible en anglais à l'adresse suivante : [Aligning Financial Portfolios with Biodiversity Goals: How to use the ENCORE biodiversity module](#)

12 Voir UNEP FI. Mai 2023. Finance Leadership Group on Plastics contributes to development of international instrument to end plastic pollution. Disponible en anglais à l'adresse suivante : unepfi.org/news/finance-leadership-group-on-plastics-reacts-to-inc-secretariat-options-paper-for-an-international-instrument-to-end-plastic-pollution/

13 SBTN. 2023. Disponible en anglais à l'adresse suivante : sciencebasedtargetsnetwork.org/take-action-now/take-action-as-a-company/what-you-can-donow/

Comment pouvons-nous modifier les flux financiers néfastes ?¹⁴

- Les flux financiers privés comprennent les flux provenant de toutes les sources de financement non publiques (recettes et épargne des entreprises), des intermédiaires (investisseurs institutionnels, gestionnaires d'actifs, banques commerciales, assureurs et fondations philanthropiques) et des exécutants (ONG de protection de la nature, entreprises privées, ménages et communautés). Ces organismes canalisent les investissements et les activités, y compris les prêts aux entreprises, les fonds, les produits d'assurance, les financements mixtes, les garanties, les subventions et les dépenses des ménages. Les activités financières privées peuvent avoir un impact négatif sur la biodiversité, directement ou par l'intermédiaire des chaînes de valeur. En fait, la plupart des capitaux financiers mondiaux, dont l'ampleur se chiffre en centaines de milliers de milliards, circulent sans que leur impact ou leur dépendance soient vraiment reconnus.
- Comme le reconnaît la cible 14 du GBF sur les valeurs et l'intégration, les politiques fiscales et les flux financiers jouent un rôle essentiel dans l'objectif global d'inverser la perte de biodiversité au cours de cette décennie. Par conséquent, il ne suffit pas de considérer les flux financiers uniquement comme un mécanisme de mise en œuvre ou de mobilisation de ressources en termes de ressources financières supplémentaires (comme indiqué dans l'objectif 19). Les flux financiers privés causent actuellement de graves dommages à la biodiversité, et il est urgent d'y remédier. L'alignement des flux financiers privés devrait se concentrer sur l'arrêt des activités néfastes qui continuent à détruire la nature. Avec 55 % du PIB mondial, soit 58 000 milliards d'USD, exposé à un risque matériel lié à la perte de la biodiversité,¹⁵ les institutions financières et les entreprises ne peuvent plus se permettre d'ignorer la nature dans leurs prises de décision en matière de stratégie, de gestion des risques et d'allocation du capital.
- L'ampleur et la fréquence des pertes liées à la nature, ainsi que leur impact sur les économies et les sociétés, apparaissent chaque année plus clairement. Il est encourageant de constater que les risques liés à la nature sont reconnus comme un défi aussi important que les risques climatiques pour le secteur financier. Le TNFD a donc travaillé à l'élaboration et à la mise en place d'un cadre de gestion et de divulgation des risques permettant aux organisations de signaler l'évolution des risques liés à la nature et d'agir en conséquence, dans le but ultime de favoriser une évolution des flux financiers mondiaux vers des résultats positifs pour la nature plutôt que vers des résultats négatifs.
- L'engagement est un moyen important pour les institutions financières de tirer parti de leur influence pour obtenir des résultats plus durables. Il s'agit d'un dialogue actif à long terme entre les investisseurs et les entreprises sur les facteurs environnementaux, sociaux et de

14 Voir Finance for Biodiversity. February 2022. Aligning financial flows with biodiversity goals and targets. Disponible en anglais à l'adresse suivante : financeforbiodiversity.org/wp-content/uploads/Finance-for-Biodiversity-Foundation-Paper_Financial_Flows_16Feb2022.pdf

15 PwC, 2022. PwC boosts global nature and biodiversity capabilities with new Centre for Nature Positive Business. Disponible en anglais à l'adresse suivante : pwc.com/gx/fr/news-room/press-releases/2023/pwcboosts-global-nature-and-biodiversity-capabilities.html

gouvernance. Un dialogue actif offre aux investisseurs la possibilité de discuter avec les entreprises des risques et des opportunités liés au développement durable et leur permet de mieux comprendre les attentes des investisseurs en matière de comportement des entreprises. Il est étroitement lié au concept de financement de la transition, c'est-à-dire à l'élaboration et à l'acceptation par les parties d'un plan de transition détaillé, crédible et vérifiable à long terme, afin de susciter la confiance dans le fait que les activités financées contribuent de manière significative à des résultats durables—en l'occurrence, les objectifs et les cibles du CMB.

- Un instrument plus direct est l'utilisation de politiques d'exclusion financière. Un nombre croissant d'institutions privées et publiques ont adopté des politiques de financement, d'assurance et d'investissement spécifiques au charbon pour contribuer à la réalisation des objectifs de décarbonisation. Les meilleures pratiques consistent à équilibrer les critères d'exclusion avec un processus d'engagement : (1) Les entreprises qui ne peuvent ou ne veulent pas atteindre les objectifs sectoriels devraient être exclues des portefeuilles. (2) Les entreprises déjà engagées dans une transition vers des pratiques plus durables peuvent être incluses dans les portefeuilles d'investissement, mais les nouveaux investissements doivent dépendre de la réalisation d'objectifs spécifiques et limités dans le temps soutenant leur sortie progressive des activités les plus nocives. L'interdiction de financer l'exploitation minière en eaux profondes est un exemple d'exclusion des activités néfastes à la nature, l'exploitation minière en eaux profondes, le chalutage de fond ou les produits liés à la déforestation. Les exclusions reposent sur la connaissance de "l'utilisation des produits" dans la transaction financière. L'application des exclusions pose des problèmes majeurs lorsqu'il s'agit de financer des prêts à des entreprises à des fins générales ou de financer des États souverains lorsqu'on ne dispose pas de détails sur l'activité spécifique financée. Le document PRB Target-Setting Guidance for Nature,¹⁶ fournit des recommandations aux banques sur la manière de relever ce défi. Le PRB Target-Setting Guidance for Nature propose aux banques, à titre d'exemple, des moyens de définir un financement positif pour la nature, des opportunités d'engagement, des indicateurs clés de performance significative (KPIs) pour la transition et des suggestions de domaines de financement à supprimer progressivement lorsqu'il existe un consensus scientifique.

16 Voir UNEP FI. November 2023. Disponible en anglais à l'adresse suivante : unepfi.org/industries/banking/nature-target-setting-guidance/

Comment les décideurs politiques peuvent-ils libérer davantage de financements privés au niveau national ?

Le financement privé est nécessaire dans la plupart des contextes pour atteindre les objectifs et les cibles du CMB, tant pour les résultats positifs pour la nature que pour le financement de la transition décrits ci-dessus. Le catalogue de solution de financement du PNUD BIOFIN, disponible publiquement, est une source d'information importante pour les pays recherchant de nouvelles sources de financement, y compris les offres financières privées.¹⁷ Certains instruments et structures financiers impliquant des partenariats public-privé ou des structures de financement mixte se sont révélés prometteurs pour atteindre les objectifs et les cibles du CMD—cela inclut les véhicules d'investissement groupés, les obligations, les instruments de mitigation des risques (garanties et assurances), les crédits carbone de haute qualité, et les compensations et crédits de biodiversité. Ces derniers ont le potentiel d'augmenter et de catalyser des financements supplémentaires pour la biodiversité. Les cas d'utilisation et les considérations clés pour chacun sont soulignés dans ce document. De plus, le document de travail¹⁸ fournit un aperçu des principaux bailleurs de fonds et investisseurs, leurs profils de risque-rendement relatifs et des exemples de leur participation au financement de la nature et de la biodiversité.

Deux produits financiers présentent un potentiel significatif : premièrement, les conversions de dettes pour la nature (ou 'swaps') qui ont gagné en popularité, récemment illustrées par la plus grande clôture jamais réalisée pour l'Équateur, et deuxièmement, la conception d'un nouveau fonds accélérateur de marché. Les conversions de dettes pour la nature aident les gouvernements à réduire les lourdes charges du service de la dette et permettent des investissements verts ou bleus grâce aux économies fiscales résultantes. Un nouveau fonds accélérateur et de promotion de marché peut fournir du capital de démarrage, une assistance technique ciblée et renforcer les capacités pour les projets de biodiversité proches de l'éligibilité bancaire, ce qui peut réduire les délais de financement et lier directement le soutien au développement avec des investissements orientés commercialement.

Dans ce domaine en rapide évolution, UNEP FI, PRI et la Finance for Biodiversity Foundation suivent collectivement les développements et les partagent avec leurs membres et parties prenantes. Ces organisations organisent une série annuelle "nouvelles pousses vertes" pour capturer les évolutions du marché de la finance au service de la nature. Elles se concentrent également sur la manière dont les institutions financières, via des solutions de finance mixte, peuvent augmenter de manière substantielle et progressive le niveau de ressources financières de toutes sources pour mettre en œuvre les stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité, en accord avec la Cible 19. Des solutions innovantes développées par des créateurs de projets et des organisations de conservation, qui travaillent déjà à combler le déficit de financement mondial de la biodiversité, seront présentées, ainsi que le rôle que

17 Disponible en anglais à l'adresse suivante : biofin.org/index.php/finance-solutions

18 Gupta, 2022. Analyzing key financial mechanisms and instruments for financing biodiversity. Working Paper for the United Nations Environment Programme (UNEP) In the lead-up to COP15. Available on request from UNEP FI—not updated since the GBF.

peuvent jouer les obligations souveraines liées à la durabilité. Les Plans de Finance pour la Biodiversité (BFPs), développés avec le soutien de BIOFIN, représentent un ensemble de solutions financières prioritaires que le pays peut mettre en œuvre pour combler le déficit de financement.

Les Plans de Financement de la Biodiversité (BFPs) peuvent créer un environnement propice à l'utilisation des outils financiers mentionnés ci-dessus pour financer la mise en œuvre des SPANB. Dans certains cas, une plus grande clarté juridique, des politiques ou d'autres mesures seraient également nécessaires. Pour les solutions liées à la dette souveraine, un engagement et un partenariat considérables avec les Ministères des Finances sont essentiels.

Quelles sont les options disponibles pour réglementer le secteur financier vis-à-vis de la biodiversité ?

Les décideurs politiques et les régulateurs peuvent envisager d'imposer de nouvelles exigences au secteur financier dans un certain nombre de domaines,¹⁹ en fonction de leur situation nationale :

1. Divulgence et données obligatoires (ou volontaires) sur la nature

Conformément à la cible 15, les pays peuvent chercher à intégrer les recommandations des cadres internationaux, tels que celui du groupe de travail sur les informations financières relatives à la nature (TNFD), dans les réglementations affectant les entreprises, y compris les acteurs financiers. On s'attend à ce que les informations relatives à la nature deviennent un élément essentiel des rapports annuels de toutes les grandes entreprises, à la fois en réponse à la législation nationale et parce que les normes et les standards l'encouragent de plus en plus. Des exemples existent déjà, comme en France avec le décret gouvernemental de 2021²⁰ qui étend les rapports annuels des investisseurs financiers pour y inclure des informations sur la biodiversité et leur empreinte individuelle sur la biodiversité.

Le TNFD, lancé en 2021 avec le soutien du PNUD, de UNEP FI et d'autres partenaires, a récemment publié son cadre final permettant aux entreprises et autres entités de rendre compte des risques, des impacts, des dépendances et des opportunités liés à la nature. Les recommandations et les orientations du TNFD permettront aux entreprises et à la finance d'intégrer la nature dans la prise de décision et, en fin de compte, de soutenir un changement dans les flux financiers mondiaux en s'éloignant des résultats négatifs pour la nature et en favorisant les résultats positifs pour la nature.²¹ Les banques peuvent être tenues de divulguer les données relatives à la biodiversité des projets qu'elles financent,²² dans des référentiels nationaux et internationaux tels que le Global Biodiversity Information (GIBI). Depuis 2021, le PNUD BIOFIN a mené des études²³ afin d'évaluer l'état de préparation des pays à la diffusion d'informations sur la nature au sein des marchés émergents. Ces études étaient basées sur dix questions et une liste de données à collecter par le biais d'entretiens et de questionnaires avec les régulateurs et les superviseurs. Tous les pays ont mentionné la nécessité de développer les capacités au fur et à mesure de la publication de nouveaux instruments, tels que l'itération finale du cadre TNFD. Les pays ont souligné la nécessité de renforcer les capacités des régulateurs afin qu'ils soient en mesure de définir les risques dans le contexte national, de mettre en place des protocoles institutionnels pour la collecte, le regroupement et la publication des informations, et de comprendre et d'adopter les normes de divulgation dans le contexte national.

19 Cette section est adaptée de l'article The Global Biodiversity Framework—[what's next for financial policy and regulation?](#) Préparé par les équipes Global Policy Team et Nature Team de UNEP FI.

20 Voir : tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/06/08/publication-du-decret-d-application-de-l-article-29-de-la-Loi-energie-climat-sur-le-reporting-extra-financier-des-acteurs-de-marche

21 Voir tnfd.global

22 Voir On Biodiversity Data Sharing-For EPFI Clients, Equator Principles. Sept 2022. Disponible en anglais à l'adresse suivante equator-principles.com/app/uploads/Biodiversity_Data_Sharing_Clients_Sep2020-1.pdf

23 Voir PNUD (2022). National readiness for nature-related disclosures in emerging markets Disponible en anglais à l'adresse suivante : biofin.org/knowledge-product/national-readiness-nature-related-disclosures-emerging-markets

2. Accroître les flux financiers favorables à la nature, grâce à des taxonomies et des normes harmonisées

De nombreux pays mettent en place des taxonomies de financement durable afin de classer les secteurs de l'économie qui peuvent être commercialisés en tant qu'investissements durables, en tant qu'outil de transparence du marché. L'élaboration d'indicateurs de performance (KPIs) fondés sur la science pour inverser la perte de biodiversité sera un élément clé de toute taxonomie de la finance durable. Par exemple, la réglementation européenne sur la taxonomie inclut déjà la protection d'écosystèmes sains parmi ses six objectifs environnementaux et développe actuellement des seuils scientifiques pour la biodiversité. En Amérique latine, UNEP FI et le PNUD ont soutenu le développement d'un cadre commun de taxonomie pour l'Amérique Latine et les Caraïbes,²⁴ à savoir un document d'orientation qui peut servir de référence volontaire afin d'orienter les pays qui sont en train ou ont l'intention de développer des taxonomies de la finance durable, afin d'encourager la comparabilité des taxonomies émergentes dans la région.

3. Les objectifs en matière de biodiversité et les obligations de diligence raisonnable doivent faire partie intégrante de la gouvernance des entreprises

Les objectifs relatifs à la perte et à l'amélioration de la nature devront être intégrés dans les devoirs des administrateurs et les processus de diligence raisonnable, y compris pour les institutions financières. Par exemple, les considérations relatives au risque environnemental sont déjà incluses dans la nouvelle directive européenne sur le devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises, qui oblige les entités du champ d'application à procéder à une évaluation des effets négatifs potentiels de leurs chaînes d'approvisionnement.

4. Clarification des attentes et des orientations des autorités de surveillance en matière de gestion des risques liés à la biodiversité

Les institutions financières du Sud global sont les plus directement exposées aux risques liés à la nature. Comme le risque naturel est maintenant évident, les banques centrales et les superviseurs devront traiter les risques physiques et de transition découlant de la perte de nature comme une partie centrale de leurs mandats, attentes de supervision et règles. Certains ont déjà commencé à publier des orientations sur la manière dont les institutions financières devraient gérer les risques environnementaux au-delà du climat, et on peut s'attendre à ce que cela s'étende et devienne une partie centrale de leur mandat. Plus de détails sont disponibles via la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures.²⁵

5. Zoom sur les subventions néfastes

Les pays utilisant la méthodologie BIOFIN identifieront quelles subventions nuisibles affectent la nature. Dans certains cas, de nouvelles politiques ou réglementations pourraient être nécessaires pour mobiliser les finances privées afin de réorienter ces subventions. Le nouveau rapport de BIOFIN intitulé '[The Nature of Subsidies](#)' fournit un guide étape par étape pour réaffecter les subventions néfastes pour la biodiversité et améliorer leurs impacts sur les personnes et la nature.

24 Voir Programme des Nations unies pour l'environnement, 2023. Common Framework of Sustainable Finance Taxonomies for Latin America and the Caribbean. Latin America and the Caribbean. Disponible en anglais à l'adresse suivante : undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-07/common-framework-of-sustainable-finance-taxonomies-lac.pdf

25 Taskforce on Nature-related Financial Disclosures: tnfd.global/

Quelle est la prochaine étape pour la collaboration public-privé sur le financement de la biodiversité ?

L'UNEP FI et le PNUD BIOFIN lancent une communauté de pratique entre les acteurs du secteur public et de la finance privée pour partager les leçons apprises et affiner les approches de financement des SPANB et de réalisation des Plans de Financement de la Biodiversité dans les pays du Sud global. Cette discussion se déroule dans un contexte d'endettement souverain le plus élevé jamais enregistré,²⁶ en particulier après le choc économique mondial lié à la Covid-19. Les solutions aidant à alléger la dette dans les marchés émergents sont cruciales, et les premières leçons tirées des conversions de dettes pour la nature sont un point important de réflexion. Une autre opportunité majeure de réflexion est l'émergence d'un marché de crédits de biodiversité ainsi que les liens entre les marchés volontaires de carbone, les solutions basées sur la nature et les SPANB. De nombreuses questions tournent également autour de la manière dont la finance privée peut soutenir de manière tangible l'Objectif 3 du GBF relatif aux Aires Protégées et Conservées, en particulier celles dirigées par les Peuples Autochtones et les Communautés Locales.

Au sein de cette communauté de pratique, les pays et les Institutions Financières (IF) seront soutenus pour mieux collaborer afin de rationaliser et d'augmenter l'ambition face aux normes, méthodologies et attentes nombreuses et parfois chevauchantes qui entravent une mise en œuvre efficace et rapide sur le marché. Le CMB facilite cet alignement international ; les décideurs politiques sont encouragés à utiliser des forums multilatéraux tels que le Réseau pour le verdissement du système financier (NGFS), Network for Greening the Financial System (NGFS), l'IFRS International Sustainability Standards Board (ISSB), l'International Platform on Sustainable Finance (IPSF), le G7 et le G20, selon le cas, et d'autres pour coordonner leurs réponses réglementaires.

Le projet Global Biodiversity Framework Early Action Support offre aux pays, dans différentes régions et groupes linguistiques, l'opportunité d'échanger sur les meilleures pratiques pour réorienter les flux financiers nuisibles, mobiliser les finances privées pour la nature et garantir que les incitations financières récompensent les gardiens de la nature. Une série de webinaires et d'opportunités d'apprentissage et d'échange seront disponibles pour les pays au fur et à mesure qu'ils avancent dans l'examen et le développement de leurs Plans d'Action de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SPANB) et plans nationaux de financement dans les mois à venir.

26 CNUCED (2023). World of Debt Disponible en anglais à l'adresse suivante : unctad.org/publication/world-of-debt/dashboard

